



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 11/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DURAND Transports

48 Rue Pasteur
51370 Saint-Brice-Courcelles

Références : d3i 2025-654
Code AIOT : 0005701667

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/06/2025 dans l'établissement DURAND Transports implanté 48 Rue Pasteur 51370 Saint-Brice-Courcelles. L'inspection a été annoncée le 02/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'est déroulée dans le cadre de l'action régionale "Rejets eau et déclarations GEREP/GIDAF"

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DURAND Transports
- 48 Rue Pasteur 51370 Saint-Brice-Courcelles
- Code AIOT : 0005701667

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TRANSPORTS DURAND exerce une activité de lavage de citerne de transport.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 2
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Réalisation de la déclaration GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
2	Complétude de la déclaration GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
3	Valeurs limites de rejet	Arrêté Préfectoral du 25/07/2014, article 4.3.9.1.	Demande d'action corrective	3 mois
4	Transmission des résultats et justification des dépassements	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
5	Contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Demande d'action corrective	3 mois
6	Compteurs d'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne respecte pas les délais qui lui sont impartis pour ses obligations de déclarations :

- absence de déclaration annuelle des émissions polluantes pour l'année 2024 (date limite : 15 mars 2025) ;

- absence de transmission mensuelle des analyses depuis décembre 2024.

De plus, les résultats des analyses des rejets en eau consultés sur place lors de l'inspection montrent des dépassements pour lesquels l'exploitant doit rechercher des solutions afin de respecter son cadre réglementaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réalisation de la déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
Thème(s) : Actions régionales, Déclaration GERE
Prescription contrôlée : La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.
Constats : Le jour du contrôle, la télédéclaration annuelle des émissions polluantes 2024 n'est pas effectuée sur la plateforme GERE (application permettant aux exploitants d'établissements visés par la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets, de réaliser leur déclaration). La date limite du 31 mars est donc dépassée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installation classées propose au préfet de la Marne de mettre l'exploitant en demeure de réaliser la déclaration de ses émissions polluantes. Compte tenu du fait que la plateforme de déclaration de ces émissions n'est ouverte que périodiquement, un délai de un an est accordé à l'exploitant pour se mettre en conformité. Cette mise en demeure pourra être levée lorsque l'exploitant aura effectué sa déclaration pour deux années consécutives.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 12 mois

N° 2 : Complétude de la déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Actions régionales, Déclaration GERE
Prescription contrôlée : I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ; -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de " traitement en milieu terrestre " ou d'" injection en profondeur " énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ;

-les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/ an ;

-les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;

-la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/ an pour les rejets en mer et 10 Mth/ an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1er avril au 31 décembre ;

-les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation.

Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.

II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

-les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.

L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

-les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an.

Cette déclaration comprend :

-la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;

-la quantité par nature du déchet ;

-le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;

-le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.

[...]

Constats :

L'exploitant déclare qu'il prélève dans la nappe un volume d'eau proche de 12000 m³ par an. Il présente également un registre des déchets qui indique qu'il a généré 42,4 tonnes de déchets dangereux en 2024.

De ce fait, deux seuils au moins qui obligent à déclaration GEREPE sont franchis, donc l'exploitant

est bien redevable de cette déclaration.

Or, comme indiqué dans le constat précédent, la déclaration GERE 2024 n'a pas été effectuée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées propose au préfet de la Marne de mettre l'exploitant en demeure de réaliser la déclaration de ses émissions polluantes. Compte tenu du fait que la plateforme de déclaration de ces émissions n'est ouverte que périodiquement, un délai de un an est accordé à l'exploitant pour se mettre en conformité. Cette mise en demeure pourra être levée lorsque l'exploitant aura effectué sa déclaration pour deux années consécutives.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 12 mois

N° 3 : Valeurs limites de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2014, article 4.3.9.1.

Thème(s) : Actions régionales, Eau

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux industrielles dans le milieu récepteur considéré les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Point de rejet n° : 3

[...]

DCO : 5000 mg/l

DBO5 : 2500 mg/l

Fer : 5 mg/l

[...]

Constats :

Lors du contrôle, à la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant présente ses résultats d'analyse pour le mois de mai 2025.

Les résultats du prélèvement du 6 mai 2025 attestent de dépassements en DCO (5525 mg/l pour une limite à 5000 mg/l), en DBO5 (3100 mg/l pour une limite à 2500 mg/l) et en fer (5,36mg/l pour une limite à 5 mg/l)

Les résultats du prélèvement du 20 mai 2025 attestent de dépassements en DCO (5355 mg/l pour une limite à 5000 mg/l), et en DBO5 (3100 mg/l pour une limite à 2500 mg/l).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'Inspection,

sous un délai de 3 mois :

- la justification de la cause des dépassements en DCO, DBO5 et fer dans ses rejets aqueux ;

- la justification de la mise en place de solutions pour remédier à ces dépassements, avec un échéancier associé le cas échéant
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Transmission des résultats et justification des dépassements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Actions régionales, Autosurveillance
Prescription contrôlée : IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Dès lors que le programme de surveillance prévoit une analyse hebdomadaire ou plus fréquente, ces éléments sont transmis à l'inspection des installations au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure. [...]
Constats : Les éléments ne sont pas transmis à l'inspection des installations au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure (absence de transmission des résultats sur la plateforme de transmission GIDAF depuis décembre 2024)
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installation classées propose au préfet de la Marne de mettre l'exploitant en demeure de transmettre ses résultats d'analyses à l'inspection des installations classées via l'application GIDAF, sous 15 jours. Cette mise en demeure pourra être levée suite à un constat de retour à la conformité pendant 12 mois consécutifs (transmission des résultats d'analyse à l'inspection des installations classées via l'application GIDAF au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Contrôle de recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Actions régionales, Autosurveillance
Prescription contrôlée : [...]

« S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

« L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.

« L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

« Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément. »

Constats :

L'exploitant déclare ne pas effectuer de recalage en raison du fait que les analyses sont réalisées par un laboratoire agréé.

Toutefois, les prélèvements ne sont pas réalisés sous agrément.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de faire réaliser ses prélèvements sous agrément.

L'exploitant transmet à l'Inspection,

sous un délai de 3 mois :

- la justification de la réalisation sous agrément de l'ensemble des prélèvements et des analyses ;

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Compteurs d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15

Thème(s) : Actions régionales, Eau

Prescription contrôlée :

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre

éventuellement informatisé « et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ».
<p>Constats :</p> <p>Lors du contrôle, l'exploitant déclare que le compteur du prélèvement dans la nappe est relevé quotidiennement. Il présente la feuille de relevé du jour même, mais ne peut pas présenter les relevés des jours précédents (non accès au registre des relevés).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'Inspection,</p> <p>sous un délai d'un mois :</p> <p>- le registre comportant les relevés des prélèvement en eau sur les 2 derniers mois ;</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois